

et de rétablir les droits de la personne, malgré le long conflit qui déchire ce pays.

En Europe centrale et en Europe de l'Est, nous avons réagi rapidement pour consolider les changements démocratiques. Au cours des deux dernières années, le Groupe de travail sur l'Europe centrale et l'Europe de l'Est du ministère des Affaires extérieures a entrepris 27 projets d'une valeur de plus de 3 millions de dollars à l'appui de la démocratie, 47 projets d'une valeur de plus de 5 millions de dollars à l'appui du principe de bon gouvernement et 8 projets d'un montant de 400 000 dollars dans le domaine des droits de la personne. Près de la moitié de ces fonds, à l'exception de l'aide alimentaire et humanitaire, avaient été spécialement affectés à ces fins. Tous ces coups de mains s'adressent directement au peuple.

Ces efforts, spéciaux et ciblés, entrent dans le cadre des activités générales de développement du Canada qui cherche à aider les pays qu'il assiste à devenir plus efficaces, à accroître la liberté de leurs habitants et à favoriser l'épanouissement humain de façon durable. Autrement dit, à éliminer la pauvreté et à appliquer les principes de bon gouvernement.

Les bases juridiques

Au début de cette allocution, j'ai mentionné l'équilibre entre le droit et les actions du gouvernement, qui appuie les droits de la personne, favorise et soutient la réforme démocratique.

Les nouveaux gouvernements qui aspirent à une réforme démocratique prennent de plus en plus souvent de solennels engagements politiques à l'égard du respect de tous les droits. Si, pour ce faire, il faut modifier les lois nationales, que ce soit fait. Si cela exige une meilleure application de ces lois, que cela aussi soit fait. S'il faut que d'autres États interviennent pour assurer le respect des conventions et des traités internationaux, nous ferons appel aux mécanismes mis en place à cette fin.

Les gouvernements ne peuvent garantir à eux seuls la tolérance; ce pouvoir revient inévitablement à chaque individu. Par contre, les gouvernements peuvent créer un climat de tolérance; ils peuvent jouer un rôle crucial en matière d'éducation, vrai coeur du problème.

Et les gouvernements peuvent faire en sorte que l'intolérance devienne inacceptable. Ils peuvent rendre illégaux la persécution et le traitement discriminatoire d'une personne à cause de sa race, de sa religion, de ses origines ethniques ou linguistiques. Une fois ces actes déclarés illégaux, les